

Dossiers du Rocher : le mystérieux site internet qui fait scandale à Monaco

ege.fr/infoquerre/dossiers-du-rocher-le-mysterieux-site-internet-qui-fait-scandale-monaco



Depuis octobre 2021, un site internet anonyme divulgue de nombreux documents confidentiels – pour la plupart authentifiés – qui met en cause quatre hommes proches du prince Albert II de Monaco. L’auteur du site les accuse d’escroquerie, de copinage et de corruption. Les visées dénoncent que derrière ces imputations « mensongères » se trouve le constructeur multimilliardaire Patrice Pastor. Son objectif serait la déstabilisation de la Principauté afin de protéger son influence et sa place à la tête des projets immobiliers du « Rocher ». Pastor ne cache pas son animosité envers l’entourage du prince Albert, mais nie avoir un lien avec cet affrontement informationnel, connu comme « Les Dossiers du Rocher ».

Un mystérieux site internet attaque

Entre octobre et décembre 2021, une campagne informationnelle - non revendiquée - a été mise en ligne, visant quatre proches collaborateurs du prince Albert II de Monaco (le « G4 ») : Didier Linotte, Claude Palmero, Laurent Anselmi et Thierry Lacoste. Linotte est le président du Tribunal suprême de Monaco. Palmero est administrateur des comptes en banque privés du prince. Anselmi est le chef de cabinet du souverain et Lacoste est l’ami d’enfance du prince et son avocat.

Le 10 octobre 2021, le site internet <http://www.dossiers-du-rocher.com> (aujourd'hui indisponible) publie un nombre de courriels piratés aux membres du « G4 ». Pendant plusieurs semaines, le site continue à révéler des courriels, ainsi que des factures et relevés de comptes de l'entourage du prince. Ces documents confidentiels, portent surtout sur un supposé trafic d'influence de la part du « G4 », lié à certains projets immobiliers au sein de la Principauté. Pour sa part, Albert II est dépeint « comme un pion, accordant une confiance aveugle en ses proches ».

L'auteur du site, toujours anonyme, se présente comme un sorte d'hybride entre journaliste et citoyen concerné, voir lanceur d'alerte. Il cherche à créer une polémique par des faits « objectifs », ces documents confidentiels étant piratés. Mais l'ampleur de cette campagne informationnelle suggère qu'il s'agit « de pros » avec des moyens conséquents.

D'abord, le site [dossiers-du-rocher.com](http://www.dossiers-du-rocher.com) est hébergé à l'étranger et se cache derrière une société écran. Ensuite, il existe de nombreux sites relais, tous aussi mystérieux les uns que les autres, ainsi que des comptes Twitter, Facebook, YouTube et Instagram, ou leur audience a été augmentée de façon artificielle pour diffuser le contenu. De plus, une vaste campagne d'envoi des SMS et courriels destinés au public monégasque et français a été orchestré. Le coût d'une telle campagne est estimée entre 5 et 10 millions d'euros.

Le Prince et son entourage immédiat contre-attaquent

En octobre, le prince et ses quatre proches mènent une contre-attaque. Ils accusent le site de « diffamation » et de propager des « fake-news ». Il aurait pour but de déstabiliser le prince pour empêcher une série de nominations, ainsi qu'un remaniement gouvernemental envisagé pour la fin novembre 2021. À ce stade, il n'y a que des rumeurs sur celui qui se cache derrière la campagne informationnelle ; selon quelques journalistes qui s'appuient sur leurs sources, il s'agit d'un riche promoteur immobilier monégasque.

En parallèle, les membres du « G4 » portent plainte contre les responsables, et une enquête de la police monégasque démarre. La riposte est aussi menée sur le plan cyber. En effet, tandis que le site [dossiers-du-rocher.com](http://www.dossiers-du-rocher.com) est mis hors ligne (il se trouve depuis sur [un autre url](#) qui est encore disponible), le site vrais-dossiers-du-rocher.com (<https://vrais-dossiers-du-rocher.com/>) fait son apparition. Ce dernier est utilisé par deux journalistes pour dénigrer la campagne informationnelle.

Si les « Dossiers du Rocher » cherchaient à déstabiliser le prince pour bloquer ses nominations, il paraît évident que, à court terme, ils ont échoué. En effet, en décembre 2021, Albert II a mis en place les changements au sein du gouvernement qu'il avait annoncés. De plus, la majorité de la couverture médiatique de cette affaire était fidèle à la posture du souverain et du « G4 ». Il paraît donc que ce premier set a été remporté par Albert II.

Toutefois le site anonyme a réussi à se faire connaître d'un large public, et « même si grossière, suscite un vif émoi dans la Principauté », cette polémique a donc permis aux stratèges de la campagne de changer de média, pour mieux frapper avec leurs messages.

La méthode d'implication des médias

Jusqu'à décembre 2021, le contenu des « dossiers » n'a pas été abordé par les médias. Les créateurs du site avaient tenté leur chance avec une stratégie inefficace. Ils ont inventé des journalistes fictifs qui ont sollicité de vrais reporters par courriels afin de faire publier les documents confidentiels chez des médias réputés. Les reporters, prudents, ne sont pas rentrés dans leur jeu. Finalement, le risque de servir comme « idiots utiles » en faveur des intérêts inconnus était présent.

En février, changement de stratégie. Deux journalistes d'investigation du journal *Le Monde* reçoivent un sac à dos abandonné sous une table contenant un grand nombre de documents. Il s'agit là de documents utilisés pour alimenter les « Dossiers du Rocher ». « La source semble fiable » et les documents sont « pour la plupart authentifiés ».

En mars 2022, le journal publie l'enquête « Main basse sur le Rocher », qui passe en revue les accusations à l'encontre des membres du « G4 » et donne aussi la parole aux accusés. Selon l'enquête, « les échanges prouvent... l'existence d'une amitié intéressée entre les quatre hommes... parfois intéressés par le plan financier de certains dossiers immobiliers... tout indique qu'ils usent de leur influence pour se répartir les nominations en Principauté, au fil de dîners. ».

Un puissant de l'immobilier derrière l'affaire ?

D'après le « G4 », Patrice Pastor serait responsable des attaques. En effet, ce dernier est le promoteur immobilier le plus important de Monaco, avec une fortune estimée à entre 12 et 20 milliards d'euros, bien plus que le patrimoine du prince, estimé à 1 milliard d'euros. La famille Pastor est même surnommée « L'autre famille princière de Monaco ». Pastor ne cache pas son animosité envers l'entourage du prince Albert, mais nie avoir un lien avec l'affaire.

Carlos Bernal